

## QUINZE REPONSES SUR CUBA

**1- Ceci dit, la Kubako Etxea n'est pas un endroit politiquement neutre, c'est aussi le siège de la section bayonnaise de l'Association France-Cuba, favorable au régime castriste. Toi-même diriges aussi un excellent bulletin dans ce sens. Peux-tu nous donner quelques précisions sur ces points ?**

Dire que l'association est « favorable au régime castriste » serait extrêmement réducteur car Kubako Etxea – la Maison de Cuba en basque – est une association qui a pour but de soutenir Cuba et d'informer sur la situation de la grande île des Caraïbes. L'association France-Cuba date de 1961, c'est-à-dire des années qui ont suivi la Révolution Cubaine, lorsque le blocus américain a été mis en place alors que Kubako a été fondée en 1990, lorsque le bloc soviétique a implosé. La disparition de l'Union Soviétique a privé Cuba de son partenaire politique et commercial privilégié et quasiment unique, ce qui a eu pour conséquence de plonger l'Île dans une crise économique gravissime, suite à la perte de 80% de ses revenus, essentiellement basés à l'époque sur le commerce de la canne à sucre. C'est pour soutenir le peuple cubain et non des hommes politiques dans cette épreuve que Kubako Etxea est née. En aucun cas il ne s'agit de soutenir «un régime». Personnellement, le terme de « régime castriste » me choque: il sous-entend ce que les medias occidentaux prétendent, à savoir qu'à Cuba règne une dictature que Castro dirige d'une main de fer. Il faut bien mal connaître le peuple cubain pour affirmer cela!

Quant à notre bulletin, « Cuba Siempre », il paraît tous les trimestres afin d'informer nos adhérents sur l'actualité de Cuba et de l'association. J'en suis simplement le directeur de publication, en tant que présidente, mais c'est en réalité le résultat d'un travail d'équipe.

**2- L'été 2008 aura malheureusement été marqué par l'ouragan qui a dévasté Cuba. Peux-tu nous donner quelques détails, quelques chiffres sur les dommages causés par ce cataclysme et la façon dont le gouvernement cubain a réagi ?**

En fait, ce n'est pas un mais deux terribles ouragans, Ike et Gustav, qui ont frappé Cuba en l'espace de deux semaines, entre le 30 août et le 9 septembre, ce qui constitue sans aucun doute un des épisodes les plus dévastateurs de l'histoire de ces phénomènes météorologiques à Cuba, du point de vue de l'ampleur des dégâts matériels. On a beaucoup parlé des ravages de ces deux ouragans sur les îles voisines où ils ont causé des centaines de morts et des ravages impressionnants, et beaucoup moins de Cuba. Il est vrai qu'on n'a eu à déplorer que 7 morts – ce qui semble peu mais qui est très lourd pour un pays où la protection des populations est un souci majeur et où on est habitué à ne compter aucune victime. Quant aux dégâts matériels- on parle de 5 milliards de dollars!- ils sont si importants qu'il faudra des années pour que tout revienne au niveau du début de l'été. Les Cubains disent que les ouragans ont effacé dix années d'efforts.

Juste quelques chiffres pour avoir une petite idée de l'ampleur de la catastrophe (*sources : ICAP – Institut Cubain pour l'Amitié entre les Peuples*):

- 444 000 habitations sévèrement touchées dont 63 249 totalement détruites. Ce sont des chiffres qui pourraient encore augmenter sous l'effet conjugué des pluies intenses et du passage des jours.

- 137 pylônes électriques détruits; 4 500 poteaux électriques renversés.

- Plusieurs dizaines de milliers d'hectares perdus pour l'agriculture, des pertes importantes dans la canne à sucre, le café, les bananes, les agrumes, le riz et le tabac. Rien que dans la province de Pinar del Río, là où sont fabriqués les fameux cigares cubains, 3 414 séchoirs à tabac ont été détruits, 1 590 autres ont été endommagés et plus de 800 tonnes de tabac sont perdues.

- Plus de 500 000 volailles tuées.

- Plusieurs milliers de kilomètres de routes et de chemins ont été touchés. Sept ports ont dû être provisoirement fermés.

Ce ne sont là que quelques chiffres. Mais ils parlent moins à l'esprit que les images de palmiers royaux arrachés, de rues inondées, d'habitations dévastées et d'habitants essayant de récupérer quelques biens dans les décombres de leur maison!

L'action du gouvernement cubain a été immédiate. Après quelques heures seulement, les responsables ont commencé à envoyer de l'aide puisée dans les réserves de l'état aux régions sinistrées. Il faut cependant souligner qu'à Cuba la prévention des catastrophes naturelles est un souci constant. Non seulement des abris sont aménagés pour accueillir la population (3 179 846 personnes ont été évacuées lors du passage des deux cyclones, soit près de 30% des habitants!), mais cette population est soigneusement informée de la situation et des consignes à respecter. Lors du passage de Katrina, Fidel Castro en personne était apparu à la télévision pour commenter l'approche du cyclone et expliquer les consignes de sécurité. Les Occidentaux avaient ri en disant que Castro se reconvertissait en présentateur météo, et le président Bush leur avait emboité le pas. On se souvient de l'épilogue : 0 victime à Cuba, plusieurs centaines en Louisiane! Après le passage d'Ike et de Gustav, tous les moyens ont été mis en œuvre

pour rétablir un minimum de services. En quelques jours, entre 30 et 50 % des services ont pu être rétablis pour la population de la plupart des provinces du pays. Au bout de dix jours, 80% des lignes étaient rétablies. Et l'ensemble des élèves de tous niveaux ont pu reprendre les cours après 10 jours supplémentaires de « vacances »!

Dès le premier moment, la solidarité du peuple cubain a été exemplaire et chacun s'est fait un devoir de partager ce qui avait pu être sauvé et d'héberger ceux qui avaient perdu leur toit.

**3- Il a aussi été question d'un véritable chantage que les USA voisins ont fait sur le gouvernement cubain, lui proposant une aide contre un droit d'ingérence. Que dire à ce sujet ?**

Il y aurait beaucoup à dire sur l'attitude des USA! Juste après le désastre de Kathrina, dont la Louisiane n'arrive toujours pas à se relever, le gouvernement cubain avait offert les services de 500 médecins urgentistes cubains. Ces médecins sont restés pendant plusieurs jours à attendre près de l'aéroport de La Havane que le gouvernement américain accepte cette offre qui était faite sans aucune contrepartie. Les USA ont décliné cette aide. Pendant ce temps, en Louisiane, les blessés attendaient en vain d'être soignés.

Après le passage des derniers ouragans, le gouvernement états-unien a généreusement proposé une aide de 100 000 dollars. Mais il exigeait qu'auparavant des équipes « d'experts » parcourent le pays pour « évaluer les besoins ». Les Cubains, par la voix de leur ministre des Relations Extérieures, ont poliment décliné l'offre en précisant qu'ils étaient tout-à-fait capables de voir ce dont ils avaient besoin. Pour un quelconque quidam, 100 000 dollars semblent une somme énorme. Mais à l'échelle des USA, c'est une aumône. Un tout petit pays du Tiers Monde, le Timor Oriental, a versé 1 000 000 de dollars, dix fois plus, pour aider Cuba, sans rien demander en retour! Cent mille dollars, c'est une goutte d'eau pour un pays qui vient de débloquer plus de 700 **milliards** de dollars pour renflouer son économie boursière!

Le seul geste que les Cubains ont demandé au gouvernement états-unien, c'est de lever le blocus américain qui étrangle l'île depuis 1962. Aucun autre peuple n'a enduré aussi longtemps un tel embargo! Le sénateur Obama a proposé une levée de l'embargo pour une période de trois mois. Refus catégorique de Condolezza Rice, qui maintient les mesures de l'embargo pour « le bien du peuple cubain »...

**4- Bien plus grave que ce cataclysme serait en effet le retour à Cuba des puissances qui régnaient dans l'île avant la révolution castriste. Ces gens-là, qu'il s'agisse de la Mafia ou des éléments les plus réactionnaires inféodés à Washington, semblent, bien lâchement certes, miser sur la vieillesse d'un homme, Fidel Castro, qu'ils n'ont jamais pu vaincre de son vivant. Il y a certes Raul Castro, frère de Fidel, qui est à peine un peu moins âgé que lui. Il est certain, pour que le régime subsiste, qu'il faut une véritable relève de jeunes hommes et femmes, capables de reprendre l'œuvre de Fidel Castro. Cette relève existe-t-elle? Sous quelle forme?**

Pour les Cubains –et pour tous ceux qui soutiennent leur Révolution – le retour au Cuba de l'époque de Batista est impensable. Il faut savoir qu'avant ce 1er janvier 1959 où le dictateur Fulgencio Batista s'est enfui devant les forces révolutionnaires cubaines menées par Che Guevara et Fidel Castro, le pays ne se différenciait guère des autres « républiques bananières » de la région! La misère, l'analphabétisme, la prostitution étaient alors la norme. Loin de remédier à ces fléaux classiques du Tiers-Monde, Batista avait imposé une constitution calquée sur celle des États-Unis, qui l'avaient accueilli en Floride pendant plusieurs années après un premier revers politique, et avait laissé sa patrie devenir l'arrière-cour des USA. Cuba était alors le paradis du jeu et de la prostitution, le domaine des parrains de la Mafia américaine, comme Lucky Luciano, qui aimaient se réunir dans les grands hôtels de La Havane pour y faire la fête et parler affaire. En fait, en cette époque de la prohibition, Cuba était un endroit stratégique pour faire entrer et exploiter de l'alcool aux USA et ce pour deux raisons très simples: Cuba produisait du rhum et les côtes américaines n'étaient qu'à 200 km! Cette proximité avec les USA a toujours été le grand problème des Cubains qui aiment à dire avec humour que le drame de leur patrie est « *d'être si loin de Dieu et si près de l'Amérique!* ». Le Cuba de Batista, c'était l'époque dorée des compagnies étrangères qui avaient le monopole des ressources du pays, des riches planteurs que servaient des dizaines de domestiques – noirs pour la plupart, des superbes demeures de style colonial, des belles voitures américaines et des réceptions où n'étaient invités que des personnages riches, cultivés et blancs. Il est certain que les Baccardi et consorts ont eu beaucoup de mal à renoncer à tous leurs privilèges. Ils ne sont pourtant pas à plaindre: dans leur exil à Miami, ils ont emporté toutes les liquidités de Cuba, soit 424 milliards de dollars, laissant le pays exsangue! Cependant, ils n'ont jamais renoncé à retrouver leur Cuba d'antan, et il existe même officiellement un « Plan pour le Retour à la Démocratie » (sic!) qui prévoit entre autres la privatisation de l'éducation et du régime de santé, comme aux USA, et l'indemnisation de chaque exilé, capital et intérêts. Ce qui obligerait chaque Cubain à travailler pendant près de trente ans juste pour « rembourser » les anciens maîtres de l'Île! On peut comprendre que tous ceux qui ont vécu l'époque de Batista ne soient pas tentés!

Pendant longtemps, Fidel Castro a symbolisé la résistance de Cuba au retour de l'ancien « régime » et, à ce titre, a cristallisé les attaques verbales ou armées. Peu de dirigeants politiques dans le monde ont été l'objet d'autant

d'attentats (plusieurs centaines!) que le chef de l'état cubain et ont réussi à passer au travers! A croire que le destin veille sur lui! Avec le temps, les « gusanos » («la vermine», c'est le nom que les Cubains donnent aux contre-révolutionnaires cubano- américains de Miami) ont attendu que les années fassent leur œuvre et les débarrasse de Castro. Une longue attente, puisque le Comandante a fêté ses 81 ans l'été dernier! Certes, la maladie l'a affaibli et lors des dernières élections il a renoncé à la charge de Président de la République de Cuba, charge à laquelle son frère Raúl Castro a été élu par l'Assemblée Nationale cubaine, mais il s'offre maintenant le plaisir –un vrai luxe pour lui qui n'a jamais pu prendre le temps de vivre pour lui! - d'écrire ses « Réflexions » sur le monde actuel. Et on peut se rendre compte, en lisant ces « Réflexions », que si le corps marque l'âge, la tête va bien, merci! Très franchement, j'aimerais avoir la même lucidité au même âge!! Si tant est que nous ayons la chance d'y arriver!

Mais Fidel ou pas Fidel, Cuba suit son cap. Contrairement à ce que disent avec un ensemble aussi étonnant que suspect les médias occidentaux, la vie politique cubaine ne repose pas sur un homme mais sur des institutions que dirigent des hommes élus par les Cubains eux-mêmes.

La relève existe bel et bien.

Outre les dirigeants « historiques » qui sont issus de la Révolution Cubaine, comme l'actuel Président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, **Ricardo Alarcon de Quesada**, né en 1937, on trouve à Cuba de très nombreux hommes politiques de haut niveau comme l'un des vice-présidents du Conseil d'Etat de Cuba, **Carlos Lage Dávila**, né en 1951, et qui pour de nombreux experts étrangers ou cubains pourrait un jour succéder à Castro comme Président, ou **Felipe Pérez Roque** (né en 1965), qui est ministre des Affaires Etrangères de Cuba. Lorsqu'il a été nommé à ce poste en 1999, il était non seulement le plus jeune membre du gouvernement cubain mais aussi le premier à être né après la Révolution de 59!

Il n'est pas inutile de rappeler que tous ces responsables politiques sont des membres de l'Assemblée Nationale qui compte 614 élus. Sur ces 614, 265 sont des femmes, 118 sont noirs, 101 sont métis, 374 sont nés après 1959, et 134 n'avaient pas dix ans à cette date! Le Parlement cubain est à l'image du pays. Ces hommes et ces femmes sont la relève de ceux qui ont fait l'actuelle société cubaine et je crois qu'on peut leur faire confiance: ils ne permettront jamais que Cuba redevienne «*le bordel de l'Amérique*»!

##### **5- Quels moyens les ennemis du régime pourraient-ils mettre en œuvre pour tenter de liquider ce régime à la mort de son fondateur ?**

Je suis très loin d'être une « spécialiste » de la politique cubaine, encore moins mondiale! Je ne donne aujourd'hui que mon opinion personnelle, mais je ne crois pas que l'on doive obligatoirement sortir de Polytechnique pour avoir une petite idée de la chose! Si l'on se réfère à l'histoire proche ou lointaine, on voit que ce sont les mêmes recettes qui servent depuis la nuit des temps! Il y a deux méthodes: la force ou la ruse. Il semble que contre Cuba la force brutale ait échoué. La tentative d'invasion de la Baie des Cochons, en 1961, a d'une certaine manière sonné le glas des tentatives militaires de conquête de Cuba. Ce qui n'empêche pas le gouvernement Bush d'avoir inscrit Cuba en bonne place dans « l'axe du mal » qui regroupe les pays qui « gênent » Washington. L'Afghanistan et l'Irak ont été les premiers à en faire les frais. Actuellement en fin de mandat, George Bush n'a plus guère la possibilité de lancer son pays dans une nouvelle guerre qui, venant après le borborygme iraquien, ne pourrait qu'être impopulaire. Les USA misent plutôt sur la poursuite du blocus imposé depuis 1962 et sur l'action des différents groupuscules qui regroupent des Cubains d'extrême droite exilés aux USA, et plus particulièrement en Floride. Mais eux aussi vieillissent! Certains, comme Mas Canosa, ont quitté ce monde avant leur ennemi juré et ceux qui sont de la même génération mettent aujourd'hui un peu moins d'ardeur qu'autrefois dans des projets terroristes violents. Mais ils n'ont quand même pas renoncé à leur rêve de « récupérer » Cuba, même si pour cela il faut utiliser la violence contre leur patrie, et cela durera aussi longtemps que les Etats-Unis les protégeront, les formeront et les armeront!

Pour compléter la panoplie contre-révolutionnaire, l'état nord-américain finance également la subversion interne en versant des subventions plus ou moins discrètes à des « opposants » notoires, « poètes », « blogueurs » ou « journalistes » dissidents via la Section des Intérêts Nord-Américains à La Havane. Pour les deux ans à venir, le montant de la subvention pour le Plan pour l'annexion de Cuba, pudiquement appelé « *Commission for Assistance to a Free Cuba* » présenté par Bush en personne le 6 mai 2004 s'élève à 80 millions de dollars. Le plan prévoit également les modalités de gestion d'un Cuba « libéré » et « digéré » par les Etats-Unis. D'où la nomination de Caleb Mc Carry comme « Coordinateur de la transition », une sorte de gouverneur général, et sa tournée européenne il y a quelques mois. Une façon de préparer les alliés européens à cette « transition pour la démocratie » que les USA appellent de leurs vœux pour Cuba.

Mais il faut que les Etats-Unis tiennent compte d'un « détail »: le peuple cubain. Avec ou sans Castro, c'est une immense majorité qui veut conserver les acquis de sa Révolution!

**6- *Quelle est actuellement le moral du peuple cubain ? On parle beaucoup de la misère, de la corruption qui sévissent à Cuba. Que faut-il en dire ?***

Il me semble que sur ce point, la meilleure façon de se faire une idée, c'est d'aller sur place se rendre compte! Parler de la misère et de la corruption à Cuba, c'est reprendre les clichés anti-cubains classiques. C'est vrai qu'à Cuba on ne roule pas en Ferrari, c'est vrai qu'à Cuba les gens ne passent pas leurs vacances dans des hôtels 4 étoiles, c'est vrai qu'à Cuba il faut calculer pour boucler son budget à la fin du mois. Mais si ce sont là des critères de misère, je crains fort que la majorité de la population européenne ne soit dans ce cas!

Soyons sérieux. Cuba est un pays du Tiers Monde, comme ses voisines Haïti, Saint-Domingue ou la Jamaïque. Cependant le mot « misère » ne convient pas à Cuba. L'île n'est pas riche, c'est un fait. Les rues sont souvent creusées d'ornières, les raccordements électriques dans certains quartiers ont de quoi laisser rêveurs les accros de la sécurité, les maisons manquent d'un bon coup de peinture, ne serait-ce que pour cacher les rafistolages. Les bus sont bondés et pas toujours confortables. Les vélos qui sillonnent La Havane et Santiago viennent de Chine, pèsent une tonne ou presque et n'ont pas grand-chose à voir avec les engins super-légers et sophistiqués sur lesquels caracolent nos champions cyclistes. Les voitures ne sont pas toutes cotées à l'argus et les réparations sont quelquefois surréalistes. On s'entasse quelque peu dans les appartements parce qu'il n'est pas toujours facile de se loger. On mange beaucoup de haricots noirs, de riz, de porc et de poulet, comme dans toute l'Amérique Latine. Tout ça, c'est vrai. Mais à Cuba personne ne meurt de faim, personne ne dort dans la rue et personne, jeune ou vieux, n'est abandonné à son triste sort.

De la corruption? Bien sûr. Les hommes sont comme ça, partout. Et les plus corrompus ne sont pas toujours les plus pauvres. C'est vrai qu'à Cuba le système D fonctionne. Mais pas davantage, à mon sens, qu'à Paris, à Rome, à New York ou à Moscou! La lutte contre la corruption fait partie des grandes campagnes du gouvernement cubain, et certains hauts fonctionnaires en ont d'ailleurs fait les frais.

Et quand on parle de corruption dans les pays du Tiers-Monde, on pense aussi souvent prostitution. La belle métisse cubaine au décolleté aguichant et à la chute de reins vertigineuse, cela fait partie de l'image « traditionnelle » qui séduit les messieurs et fait le bonheur des voyageurs. Il faut bien vivre! A Cuba comme ailleurs, la prostitution existe – c'est, dit-on, le plus vieux métier du monde! - et les abords des hôtels sont fréquentés par des « jinetas » jeunes et accortes. Elles croient généralement que ces touristes qui sortent ostensiblement leurs euros ou leurs dollars sont cousus d'or, comme tous leurs compatriotes (en vacances, les gens ont toujours l'air plus riches qu'ils ne le sont!), et certaines s'imaginent qu'elles vont trouver là le Prince Charmant qui les emportera vers son royaume où les fontaines donnent du champagne et où l'argent coule à flots. Mais en règle générale, les Cubains sont farouchement contre la prostitution, souvenir de l'époque de Batista oblige!

**7- *On parle moins, il est vrai, du blocus auquel les Yankees soumettent Cuba. Personne ne songe à nier que Cuba soit un pays pauvre, ceci bien indépendamment du régime castriste qui a tout au moins tenté de partager le peu de richesse, d'établir un système de solidarité. Quels sont donc, d'une part, les effets du blocus, de l'autre les grandes réalisations du régime pour combattre la pauvreté et les maux qui en découlent en matière d'éducation, d'hygiène, d'égalité sociale... ?***

*7- On parle moins, il est vrai, du blocus auquel les Yankees soumettent Cuba. Personne ne songe à nier que Cuba soit un pays pauvre, ceci bien indépendamment du régime castriste qui a tout au moins tenté de partager le peu de richesse, d'établir un système de solidarité. Quels sont donc, d'une part, les effets du blocus, d'une part, et de l'autre les grandes réalisations du régime pour combattre la pauvreté et les maux qui en découlent en matière d'éducation, d'hygiène, d'égalité sociale...*

En Europe, on n'a pas une idée très claire de ce qu'est le blocus. Certains vont même jusqu'à mettre en doute son existence, ou de façon plus perverse sous-entendent que cet « embargo » n'est pour le gouvernement cubain qu'un alibi qui sert à justifier les manques dans le quotidien et à maintenir un « régime dictatorial ». Or le blocus existe bel et bien! Il s'agit d'un ensemble de mesures visant à asphyxier l'économie cubaine pour, comme le préconisait cyniquement le secrétaire d'Etat Lester D. Mallory le 6 avril 1960, « provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement cubain ». Ce sont exactement les termes qui, pour la Convention de Genève de 1948, caractérisent un génocide! Presqu'un demi-siècle plus tard, ce blocus n'a toujours pas atteint ses objectifs. Et pourtant tout a été mis en œuvre pour y arriver. En gros, tout commerce est interdit avec Cuba par les USA. Si un bateau accoste dans un port de Cuba, il ne pourra faire escale sur les côtes américaines pendant six mois, et risque de se retrouver sur une liste noire. Les entreprises cubaines ne peuvent vendre aux USA et les entreprises américaines ne peuvent commercer avec Cuba (sauf très rares exceptions encadrées et contrôlées). Quant aux entreprises étrangères, elles ne peuvent commercialiser à Cuba des produits qui contiennent plus de 10% d'éléments américains. Les Etats-Unis ont réussi à imposer à ses alliés que Cuba soit tenu de payer comptant et en monnaie du pays concerné tout achat réalisé, ce qui implique d'énormes frais de change et des lenteurs

désespérantes dans les transactions! Par ailleurs, Cuba n'a accès à aucun des organismes habituels de crédit... Les échanges sportifs, culturels, universitaires, médicaux, sont interdits. Les voyages vers Cuba des Cubains immigrés sont limités à un tous les trois ans, quelles que soient les circonstances, et les envois d'argent fortement réduits. Ces mesures frappent aussi tous les citoyens américains qui seraient tentés d'aller sur la grande île des Caraïbes pour se confronter à la réalité, sous peine de sanctions qui peuvent aller jusqu'à un million de dollars US et dix ans de prison! Demandez donc à Michael Moore ce qu'il en est! On a calculé que les pertes causées à Cuba par le blocus s'élèvent à près de 89 milliards de dollars... Aux mesures « commerciales » s'ajoutent les campagnes de propagande. Savez-vous que depuis la Floride ce sont 2300 heures que Radio et Télé Martí émettent chaque semaine en direction de Cuba? Et pour améliorer les retransmissions, le gouvernement américain les a récemment dotées d'un avion spécialement équipé pour la modique somme de 10 millions de dollars, à rajouter aux 40 millions de dollars de dotation de fonctionnement! Dans ces émissions, on fait miroiter le rêve américain, le bonheur de posséder tout le confort moderne imaginable, en oubliant de dire que ce rêve n'est accessible qu'à un très petit nombre d'Américains. La tentation doit être d'autant plus grande pour un Cubain que la politique d'immigration US est extrêmement attractive! En effet, la « *Ley de Ajuste Cubano* » (la Loi d'Ajustement Cubain) stipule que tout Cubain ayant posé le pied sur le territoire des Etats-Unis est pris en charge matériellement par le gouvernement américain qui lui offre automatiquement, outre un logement et un travail, une carte de séjour définitive au bout d'un an. En fait, ce qui me surprend, c'est qu'il y ait au bout du compte un aussi petit nombre de « balseros » qui tentent l'aventure de rejoindre la « terre promise » sur des embarcations de fortune. Imaginez un instant que la même loi soit proposée aux Mexicains!

Depuis 1992, le blocus est systématiquement condamné par l'ONU, sans que les Etats-Unis daignent en tenir compte. Le dernier vote a donné 184 voix contre le blocus et quatre pour: les USA, Israël, les îles Marshall et Palau. Si vous ne savez pas où sont les îles Palau, consolez-vous: vous n'êtes pas le seul!

Malgré ces difficultés, Cuba peut s'enorgueillir de réussites indiscutables.

A Cuba, jamais on ne refuse des soins à un malade sous prétexte qu'il n'a pas d'argent: tous les soins sont gratuits! Même l'ambulance qui vous transporte est gratuite! N'allez pas croire que la médecine cubaine soit une médecine sous-développée: c'est une des plus performantes, que ce soit pour le traitement du cancer, pour les opérations à cœur ouvert, pour l'appareillage des grands mutilés ou pour les opérations de la cataracte! Dans le domaine de la recherche médicale, Cuba a mis au point un vaccin contre une forme de méningite que l'intransigeance des USA empêche malheureusement de commercialiser... A Cuba, aucun enfant n'est vendu à des amateurs de chair fraîche, car les enfants sont la prunelle des yeux des Cubains. Ils sont la priorité du gouvernement cubain, et ce n'est pas un hasard si la mortalité infantile dans l'île est de 5,3 pour 1000 – alors qu'elle est de 37 pour 1000 en Amérique Latine et de 6 pour 1000 aux USA ! Tous les enfants vont à l'école – 100% de taux de scolarisation! - et l'éducation est totalement gratuite et prise en charge par l'état jusqu'au plus haut niveau. Il n'est pas une école qui ne soit équipée d'ordinateurs, et ce même dans des villages perdus de la Sierra Maestra qui parfois n'accueillent qu'un ou deux élèves, mais qui grâce à l'installation de panneaux solaires bénéficient eux-aussi de moyens modernes d'enseignement. Ajoutez à cela le petit nombre d'élèves par classe, entre 18 et 20, l'intégration systématique des enfants handicapés en milieu scolaire grâce à des moyens adaptés, et vous comprendrez pourquoi le niveau scolaire à Cuba, particulièrement en mathématiques, est supérieur à celui des Etats-Unis, du Canada, du Royaume Uni, du Portugal, de la Norvège.

L'un des clichés anti-cubains habituels, c'est de parler d'un soi-disant « faible éventail de l'offre en matière de périodiques et de revues pour les lecteurs cubains ». C'est ignorer qu'il existe, à Cuba, officiellement enregistrées 577 publications périodiques, 128 maisons d'édition, (sans compter les dizaines de publications sur Internet), 382 bibliothèques publiques, 57 théâtres, 135 galeries d'art, 302 Maisons de la Culture, 265 musées, 406 cinémas, 364 librairies. Ce sont des chiffres cités il n'y a pas si longtemps par Gilberto López y Rivas dans le périodique *La Jornada*, au Mexique. Selon les données publiées par l'Unesco en 2005, Cuba comptait avant la période noire dite « Période spéciale » qui a suivi l'effondrement de l'URSS en 1990, 48 titres d'ouvrages détenus par les bibliothèques publiques pour 100 habitants, soit autant que l'Italie et plus que tous ses voisins d'Amérique Latine. Bien sûr, le papier est une denrée précieuse – car importée – et la plupart des publications se font sur du papier recyclé, un peu moins blanc, un peu moins élégant. Mais qu'est-ce qui importe le plus: le contenant ou le contenu ?

Il faudrait aussi, pour être complet, parler plus en détail des réussites cubaines dans des secteurs aussi variés que la recherche scientifique, la protection de l'environnement, la culture et le sport. Dans tous ces domaines, les Cubains font plus que figure honorable. Les pays occidentaux ne s'y trompent pas et les cas de désertion, entre autres parmi les sportifs cubains de haut niveau -peu nombreux au bout du compte, si on se réfère aux alléchantes propositions qui sont faites- en sont la preuve flagrante!

Ce ne sont là que quelques exemples.

Le blocus a obligé l'état cubain à faire des choix difficiles et à gérer ce qui, pendant la « Période Spéciale », a été une véritable pénurie. Il n'est pas facile de partager équitablement quand il y a peu à partager, mais c'est ce qui a été fait. Et la grande majorité des Cubains ont parfaitement compris que la solidarité est la plus grande force de leur petite patrie.

**8- On doit parler de l'alphabétisation des masses qui fait qu'aujourd'hui Cuba est un pays très riche en scientifiques... notamment un pays qui a pu envoyer 20.000 médecins bénévoles au Venezuela.**

*8- On doit parler de l'alphabétisation des masses qui fait qu'aujourd'hui Cuba est un pays très riche en scientifiques... notamment un pays qui a pu envoyer 20.000 médecins bénévoles au Venezuela.*

Je crois qu'il ne faut pas mettre « alphabétisation des masses » et haut niveau scientifique sur un même plan.

Lorsque la Révolution Cubaine s'est imposée le 1 janvier 1959, la majorité des Cubains étaient pauvres et totalement illettrés. C'étaient généralement des paysans, des « guajiros », qui trimaient depuis leur enfance et de l'aube au couchant dans les domaines des riches « hacendados », ces propriétaires terriens qui se partageaient les terres entre quelques familles originaires d'Espagne. Bon nombre des « Barbudos » qui accompagnaient Castro et Che Guevara n'avaient jamais mis les pieds dans une école. Mais tous, aussi bien le dernier des guérilleros que leurs chefs, connaissaient la phrase de José Martí : « *Ser culto para ser libre* », être cultivé pour être libre. José Martí, c'est le grand penseur de Cuba, l'exemple pour tout révolutionnaire cubain, le père spirituel de la Révolution, l'apôtre de la guerre de libération qui a abouti en 1898 à l'indépendance de Cuba après 402 ans de colonisation espagnole. Martí, dans la grande île des Caraïbes, c'est une institution. Nombre des phrases qu'il a prononcées ou écrites restent d'actualité, et pas que pour Cuba! Les nouveaux dirigeants de l'état cubain n'ont eu de cesse de faire que le peuple soit éduqué. Le premier grand chantier de la jeune Révolution a été de former des maîtres et d'ouvrir des écoles. En quelques années, l'analphabétisme a été éradiqué.

Mais savoir lire et écrire ne suffisait pas. Pour la plupart des gouvernements, le peuple ne doit pas s'intéresser à autre chose qu'à « du pain et des jeux », comme au temps de la Rome antique. Que fait-on d'autre dans nos sociétés que de tenir les gens sous la menace de la perte de l'emploi tout en les gavant de programmes de télévision prédigés? Parce qu'un peuple qui pense est un peuple qui demande des comptes. Et alors, adieu aux privilèges et autres parachutes dorés!

Le peuple cubain est un des plus éduqués du monde, culturellement et politiquement. Il est facile d'observer et de vérifier soi-même et directement le niveau de l'information sociopolitique des étudiants de tous les niveaux ou celui des téléspectateurs à travers les journaux télévisés, les cours et émissions spéciales, telles les Tables Rondes, très suivies, qui abordent très souvent des sujets d'actualité pendant deux heures, avec des experts, des témoins et des analystes de premier ordre, sans coupures publicitaires et sans l'interférence des intérêts des sociétés privées pour dicter leur ligne politique aux participants.

Nombreux sont les jeunes qui à Cuba atteignent un haut niveau d'études et deviennent ingénieurs, juristes, enseignants ou médecins. Les femmes ne sont pas en reste: le pourcentage des femmes techniciennes et diplômées dépasse celui des hommes. Et parce que « *la solidarité est la tendresse des peuples* », comme le disait Che Guevara, les Cubains ont ouvert les portes de leurs universités à des étudiants étrangers, trop pauvres pour bénéficier de formations équivalentes dans leurs pays respectifs. Ils sont actuellement près de 30 000, originaires de 123 pays, dont un fort contingent venu... des USA! A ce jour, près de 50 000 ressortissants de 130 pays ont été diplômés dans 33 spécialités universitaires et techniques. C'est la foi en l'idée que le savoir est la clé de la liberté qui a conduit Cuba à prêter son concours à tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et la misère. Parce que le savoir est une arme révolutionnaire. Et parce qu'un être humain ignorant est une proie facile à « domestiquer ». Cuba a mis au point une méthode révolutionnaire pour l'apprentissage de la lecture intitulée « *Yo, sí puedo* » (Moi, je peux) qui a reçu en 2006 le prix d'alphabétisation de l'UNESCO. En moins de trois ans, plus de 3 millions de personnes qui ont pu, grâce à Cuba, apprendre à lire et à écrire en quelques semaines dans la langue indigène et en espagnol, et ce dans 27 pays. On a même « testé » cette méthode à Séville, en Espagne. Parallèlement, Cuba forme chaque année de nouveaux médecins, généralistes et spécialistes. On compte 590 médecins pour 100.000 habitants sur l'île, alors qu'il y en a 160 en Amérique Latine pour un même nombre d'habitants. Plus de 18 000 de ces médecins sont « internationalistes », c'est-à-dire qu'ils effectuent des missions qui peuvent durer plusieurs années dans des pays amis, pas seulement au Venezuela, et qu'on trouve des médecins cubains dans tous les endroits où des catastrophes naturelles touchent les populations pauvres. Au total, ce sont plus de 47 000 Cubains qui sont en mission humanitaire dans 112 pays étrangers, en grande majorité (37 000) dans le secteur de la Santé.

Enfin, si vous considérez l'accent mis sur le développement de la littérature, de l'art, de la musique, de la danse, des sciences médicales, de la biotechnologie, de l'informatique ou de l'anthropologie, vous comprendrez d'où vient le haut niveau des délégués de ce petit pays de 11 millions d'habitants dans toutes les réunions internationales.

**9- Les relations sont naturellement excellentes entre Cuba et le Venezuela du président Hugo Chavez, entre les deux révolutions, la révolution castriste et la révolution bolivarienne. On doit aussi parler d'Evo Morales. On a donc le sentiment qu'il se produit un réveil de l'Amérique Latine. Peux-tu nous en dire quelques mots ?**

A nouveau et plus encore que pour les autres questions, je me dois d'insister sur le fait que tout ce que je dis n'engage que moi, selon la formule classique!!

Cela dit, sans être dans les arcanes de la politique de l'Amérique Latine, je partage le sentiment de beaucoup d'observateurs concernant cette partie du monde. Pendant longtemps, Cuba a été seul face aux puissances de l'impérialisme occidental, malgré les luttes révolutionnaires qui secouent le continent sud-américain, du Salvador au Nicaragua, en passant par les FARC de Colombie. Au Chili, Salvador Allende qui partageait nombre des idées socialistes de Castro a été balayé par un coup d'état dont on sait maintenant qu'il a été appuyé – pour ne pas dire fomenté – par la CIA. Et voilà qu'en 1999 un ex-lieutenant colonel de l'armée vénézuélienne, un certain Hugo Chávez, est élu président du Venezuela avec 56% des suffrages, un résultat jamais atteint jusqu'alors dans le pays. Il se présente comme « *le fléau de l'oligarchie et le héros des pauvres* ». Il a 45 ans, un gamin pour un homme politique. Sa référence, son père spirituel, c'est Fidel Castro. Son modèle, la Révolution Socialiste cubaine. Fidel aime bien cet homme jeune et impétueux, plus proche du bulldozer que du danseur mondain, et qui comme Simon Bolivar autrefois, rêve, lui, le métis, de rendre à l'Amérique Latine la dignité et la grandeur que lui ont ravies les conquistadors espagnols. Castro le conseillera et le soutiendra de tout son poids. Les deux hommes s'entendent et se respectent. Tous deux sont arrivés au pouvoir après avoir connu les tentatives manquées et la prison. Tous deux consacrent leur formidable énergie à améliorer le sort des plus pauvres et aiment leur patrie plus que tout. Chávez fait l'effet d'un électrochoc en Amérique Latine. Il ne correspond pas aux critères habituels des caciques du monde politique, et la langue de bois le fatigue vite! Ses discours à l'emporte-pièce, son peu de respect de l'étiquette (personnellement, je me réjouis d'entendre un politique parler comme les gens « normaux »!) scandalisent le petit monde des diplomates et des chefs d'état et font le régal de la presse occidentale. Mais il possède un immense avantage: son pays dispose d'une des plus grandes réserves de pétrole de la planète. Il s'en sert pour son pays d'abord, pour les pays amis ensuite. Tout naturellement, sa République Bolivarienne du Venezuela va marcher aux côtés de la République Socialiste de Cuba. Des accords commerciaux sont signés. Le blocus pèsera un tout petit peu moins sur l'île. Et Cuba aidera le Venezuela à éradiquer l'analphabétisme, ce qui sera effectif en 2006. Grâce à la méthode « Yo, sí puedo » dont nous avons déjà parlé, plus de 1 400 000 Vénézuéliens ont appris à lire et à écrire en moins de deux ans. Et Cuba forme des médecins vénézuéliens, à La Havane d'abord, puis à Caracas et à travers tout le pays. L'opération «Milagros» qui consiste à opérer gratuitement à Cuba des malades rendus aveugles par une cataracte qu'ils n'avaient pas eu les moyens de soigner est mise en place. Cette opération sera étendue plus tard à d'autres pays d'Amérique Latine et grâce à cette collaboration, ce sont plus de 1 000 000 de non voyants qui dans 29 pays, pas seulement au Venezuela, ont retrouvé la vue. Les deux présidents ont une autre ambition commune: créer une organisation politique, sociale et économique pour promouvoir la coopération dans ces domaines des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes et proposer une alternative à la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) promue par Washington. Ce sera l'ALBA, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (*Alternativa Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América* en espagnol). L'ALBA – qui signifie aussi l'aube, en castillan, tout un symbole ! - a été officiellement lancée en avril 2005, par la signature d'un « traité commercial des peuples » entre Cuba et le Venezuela. La Bolivie, le Nicaragua, la Dominique et le Honduras se sont depuis associés à l'initiative.

Conséquences du succès de Chávez : il devient la nouvelle bête noire des Etats-Unis, remplaçant un peu Fidel dans ce rôle, et le leader d'une Amérique Latine que sa fougue réveille. Ce n'est sans doute pas un hasard si toutes les dernières élections présidentielles en Amérique Latine ont vu l'émergence de candidats de gauche, encore que les nuances entre eux soient grandes. Il y a eu Evo Morales, le premier président indien du continent, en Bolivie en 2005, Tabaré Vázquez en Uruguay en mars suivant, Rafael Correa en Equateur en 2006. Puis Daniel Ortega au Nicaragua en janvier 2007. Ensuite, Alvaro Colom au Guatemala, en novembre de la même année. Et le dernier en date, Fernando Lugo, l'évêque des pauvres, élu au Paraguay en avril 2008. Il faut aussi compter avec le Chili de Michèle Bachelet, l'Argentine de Cristina Kirchner et le Brésil de Lula qui, même s'ils ne se réclament pas d'une gauche pure et dure, n'en représentent pas moins une tendance plus « sociale » que les traditionnels régimes conservateurs et ont un poids politique et financier non négligeable.

## 10- Dis-nous également quelques mots des '5 de Miami'. Quelles sont aujourd'hui les chances d'une justice équitable ?

L'histoire de Gerardo Hernández, d'Antonio Guerrero, de Fernando González, de Ramón Labañino et de René González ressemble à ces séries policières dont les Américains sont friands.

Tout débute il y a déjà 10 ans, le 12 septembre 1998. Le cadre: Miami, sa plage, ses palmiers, ses flics. C'est le petit matin. Brusquement, des policiers du FBI déboulent, l'arme au poing, et tambourinent sur une porte en hurlant: « *FBI ! Ouvrez !* ». La porte s'ouvre sur un homme à demi réveillé qui est jeté au sol, menotté et embarqué, toutes sirènes hurlant, vers la prison de Miami Dade. L'histoire se reproduit à quatre autres endroits. Chez René, Olga, son épouse, n'arrive pas à consoler Irmita, leur fille aînée, et Ivette, leur bébé de quatre mois, qui hurle, terrifiée. Chez Tony, Maggie reste abasourdie. Cette citoyenne américaine, fille de pasteur baptiste, vient d'apprendre que son Prince Charmant est accusé d'être un espion et un terroriste! Les cinq hommes sont Cubains. Ils sont des agents du gouvernement de La Havane. Leur mission: infiltrer les organisations terroristes d'exilés cubains qui de Miami et avec la bénédiction du gouvernement états-unien, sont responsables depuis trente ans d'innombrables attentats contre leur patrie d'origine. Ils vont rester dix-sept mois au secret, au 13<sup>e</sup> étage du bâtiment de la prison, sans visites et sans assistance d'un avocat. Dix-sept mois, c'est plus que n'en peut supporter normalement un être humain. Mais ceux-là sont d'une trempe exceptionnelle. Ils tiennent le coup. Tony a réussi à avoir du papier et un crayon. Chaque jour, il écrit un ou deux poèmes qu'il crie le soir à ses camarades, collé contre la porte métallique de la cellule. Tous ces poèmes ont été réunis dans un premier recueil paru il y a cinq ans sous le titre: « *Desde mi altura* » (de ma hauteur), allusion à ce treizième étage où il était emprisonné. Ils comparaissent enfin devant un jury. Mais le procès se tient à Miami, le fief de la mafia cubano-américaine; les jurés sont sous influence et les témoins de la défense menacés. La juge Joan Lenard, qui a la charge des débats, déclare à la presse que « *ce procès sera plus passionnant que toutes les séries télévisées!* ». Le procès va durer sept mois, c'est le plus long de l'histoire judiciaire des Etats-Unis. On a parlé avec raison de procès truqué: les avocats sont commis d'office, l'accès à des milliers de pièces classées top-secret leur est refusé alors que l'accusation est autorisée à s'appuyer sur des pièces qui resteront inaccessibles aux jurés, secret-défense oblige! En juin 2001, le jury rend en quelques heures son verdict: coupables de « *conspiration en vue d'espionner les Etats-Unis* » et pour Gerardo une deuxième condamnation pour « *conspiration en vue d'assassinat* ». Cette dernière charge fait référence à la mort de quatre cubano-américains, membres de l'association terroriste « *Hermanos al Rescate* », dont les petits avions avaient été abattus par la chasse cubaine dans l'espace aérien national. Accusation fantaisiste, car Gerardo Hernández n'avait, de toute évidence, pas « commandité » un tel incident! Avant que les peines soient prononcées, voilà que les tours jumelles du World Trade Center s'effondrent. La juge Lenard impose des sentences disproportionnées et ahurissantes. Gerardo : double perpétuité plus quinze ans de prison! Ramón: perpétuité plus dix-huit ans! Tony: perpétuité plus dix ans! Fernando: dix-neuf ans de prison! René : quinze ans de prison! Immédiatement, les condamnés sont séparés et expédiés aux quatre coins des Etats-Unis dans des pénitenciers de haute sécurité. Pour leurs familles, obtenir un visa pour leur rendre visite relève du parcours du combattant! Il peut s'écouler jusqu'à deux ans avant que les USA, par le biais de la SINA (la Section des Intérêts Nord-Américains, les USA n'ont pas d'ambassade à La Havane) leur accorde ce fameux visa qui n'est valable qu'un mois. Ensuite, il faut se rendre sur place, et attendre le week-end, puisque c'est à ce moment-là qu'on peut rendre visite aux prisonniers. Quand enfin ils sont en face de vous, vous avez droit à un baiser à l'arrivée, et un autre au départ, en dehors de ça, les contacts sont interdits. Un vrai supplice de Tantale! Et ce, dans le meilleur des cas. Il suffit qu'une rixe oppose deux détenus pour que tous les prisonniers soient en « lock-down », c'est-à-dire consignés dans leurs cellules pour une durée indéterminée. Cet été, un lock-down est intervenu alors que la fille aînée de Ramón venait voir son père, après plus de dix-huit mois de séparation. Au bout d'un mois, le lock-down n'était toujours pas levé et Ayli a dû repartir sans l'avoir revu. Quant au visa, il était perdu, et la jeune fille devra attendre plusieurs mois avant d'en avoir un autre... Tout en sachant qu'elle reste « privilégiée » par rapport à Olga et Adriana, les épouses de René et Gerardo, à qui un visa est systématiquement refusé depuis la condamnation de leurs époux qu'elles n'ont pas revu depuis leur arrestation...

C'est après la condamnation des 5 que la solidarité se met en place.

Cela va prendre du temps, car le silence médiatique est assourdissant. Aujourd'hui encore, en Europe, ceux qui connaissent l'affaire sont peu – trop peu! – nombreux, mais il y a 8 ans, l'affaire des Cinq de Miami, comme on appelle ces 5 hommes, ne dépassait guère le cadre de Cuba. Ce constat a bien changé. A Cuba, les 5 sont des héros. Ils ont d'ailleurs reçu officiellement le titre de Héros de la République de Cuba, et leurs portraits sont sur les murs, sur les places, sur les timbres-poste, dans tous les lieux publics, les hôtels, les maisons. Ils symbolisent la résistance même de l'île à l'ennemi de la nation, ils SONT Cuba! A l'étranger, des comités se créent. A ce jour, ils sont plus de 300, dans près de deux cents pays du monde. Et il faut souligner que les plus actifs se trouvent sur le territoire même des Etats-Unis! Les 5 reçoivent chaque jour des dizaines et des dizaines de lettres: Tony frôle les 400 missives par mois, et il a de plus en plus de mal à répondre à tout le monde, chose qu'il continue quand même à

faire consciencieusement. Il y a cinq ans, il n'en recevait qu'une centaine (!) et il m'écrivait alors: « *Les gardes sont surpris, ils s'imaginent que je suis quelqu'un d'important !* »... C'est sans doute la pression de la solidarité internationale qui les a sortis au bout de trois semaines du « hueco » - le trou – où ils avaient à nouveau été mis en isolement au moment où leur procès en appel devait être instruit! Par ailleurs, l'année 2005 a été marquée par des avancées importantes: comme, le 27 mai, la décision de la Commission des Libertés de l'ONU, à Genève, qui a déclaré que le procès de Miami n'était pas équitable. Dernièrement, le 27 mars 2008, le Groupe de Travail sur les Détentions Arbitraires des Nations Unies a reconnu officiellement « *le caractère arbitraire de la privation de liberté de ces cinq personnes* » et a demandé, je cite, « *en conformité avec les principes exprimés par la Convention Internationale des Droits Civiques et Politiques [...] pour Antonio Guerrero Rodríguez, pour Fernando González Llort, pour Gerardo Hernández Nordelo, pour Ramón Labañino Salazar et pour René González Sehwerert un procès juste et rapide basé sur le respect des lois des États-Unis d'Amérique et sur les accords internationaux souscrits et ratifiés par ce pays* » avant de conclure : « *En fin, nous demandons que les cinq personnes détenues puissent être réunies et recevoir des visites de leurs familles, indépendamment de leur condition* ».

Pour faire brièvement le point sur la situation juridique des 5 à ce jour, je vous dirai que le 9 Août 2005 un panel de 3 juges de la Cour d'Appel du 11<sup>o</sup> Circuit d'Atlanta répondant à la requête présentée par l'équipe des défenseurs des 5, menée par Léonard Weinglass, un célèbre avocat new-yorkais qui a autrefois défendu Angela Davis et Amy Carter, la propre fille du président Carter, a à l'unanimité annulé le procès et les condamnations.

Hélas, contre toute attente, la Cour d'Appel a fait droit à la requête du Ministère Public et accepté de reconsidérer cette décision. Un nouvel appel a eu lieu devant les 12 juges de la 11<sup>o</sup> Cour d'Appel d'Atlanta. Résultat: le 9 août 2006, un an jour pour jour après la décision favorable aux 5, la Cour d'Atlanta a cassé la décision prise par le panel de 3 juges et confirmé que Miami convenait comme siège du procès...

Un troisième appel a eu lieu le 20 août 2007. Les 3 juges désignés –deux étant les mêmes que précédemment, le 3<sup>o</sup>, atteint par la limite d'âge ayant laissé sa place à un juge nommé par un certain... John McKain, à la demande expresse du gouvernement- ont été attentifs aux arguments de la défense et ont souligné la vacuité des arguments du Procureur des Etats-Unis. Malheureusement, le 4 juin dernier, en 2008, ce panel a confirmé les condamnations malgré le désaccord entre les juges, l'homme du président ayant emporté la décision. Bizarrement, les juges ont demandé que le cas de Tony, de Ramón et de Fernando soient réexaminés à Miami par le juge Lenard en vue de réduire les peines.... Plus étrange encore, le juge Pryor a déclaré qu'il était persuadé qu'à Miami « *les accusés ont été exposés à un très grand préjudice à cause du parti-pris omniprésent d'une communauté, et que les sentences devraient être annulées* ». Et il a même conseillé aux avocats de faire appel à la Cour Suprême des Etats-Unis, un organisme qui ne traite que 5% des affaires qui lui sont proposées! Pour Paul McKenna, l'avocat qui défend Gerardo Hernández, les arguments des juges Kravitch et Birch ouvrent les portes d'un appel des cinq condamnés au jugement de la Cour Suprême. « *Ce qui se passe est clair. Un juge a été fortement en désaccord sur le complot pour assassinat, car il croit qu'il n'y a pas eu de délit, qu'il n'y a pas de preuve de ce délit ...* » a dit McKenna au Nuevo Herald.

Nous en sommes là. La Défense a jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre pour présenter une requête devant la Cour Suprême. Concernant la révision des sentences contre Tony, Ramón et Fernando, nous nous attendons à ce qu'ils soient incessamment transférés à Miami pour être à nouveau placés en isolement avant que la juge prenne sa décision. Il y a peu, un Philippin convaincu d'avoir eu accès à des documents concernant la sécurité des Etats-Unis et de les avoir transmis à son gouvernement, ce qui n' a jamais été le cas d'aucun des 5, a été condamné à dix ans de prison...

Deux poids, deux mesures.

Mais il est vrai que le señor Aragoncillo n'est pas Cubain!

***11- Il faudrait internationaliser ce procès... ce qui nous envoie à un autre problème, celui de la campagne médiatique contre Cuba... contre d'autres pays d'ailleurs : la Chine, l'Iran, la Corée libre... bref tous ces pays et régimes qu'un chef d'Etat inféodé à la Mafia n'hésite pas à qualifier d'Etats-voyous. Quelle est aujourd'hui l'attitude des media internationaux, français en particulier, à l'égard de Cuba ?***

Internationaliser cette affaire? Oui, bien sûr. Mais c'est déjà le cas. L'histoire des 5 est connue partout dans le monde, et tous les comités multiplient leurs efforts pour informer encore plus de gens. Des avocats étrangers de haut niveau prêtent main forte à la Défense. Une Commission Internationale pour l'obtention de visas pour Olga et Adriana regroupe des noms prestigieux comme les prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchú, la Guatémaltèque, et l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, le juge chilien Juan Guzmán, Danielle Mitterrand, Monseigneur Gaillot pour la France, l'acteur Danny Glover, l'écrivain Alice Walker, Wayne Smith (ex chef de la Section d'Intérêts Nord-Américains à Cuba) ou Angela Davis pour les USA, pour n'en citer que quelques uns.

Mais la difficulté, ce sont les médias! En 2004, Free The Five, qui coordonne les comités à travers le monde, a réussi à acheter une pleine page pour publier un article sur les 5 dans le New York Times. Coût de l'opération: 50 000 dollars! Et pas pour la une, non, non, pour la page intérieure n°7! L'article titrait : «Peut-on être emprisonné aux USA pour s'être opposé au terrorisme? - Oui, si vous vous opposez au terrorisme à Miami.» Le lendemain, le téléphone de Free The Five n'a pas arrêté de sonner! Depuis, les médias américains s'intéressent davantage à l'affaire. Lors de la dernière audience publique d'août 2007 à Atlanta, de nombreux reporters étaient présents pour les journaux et des chaînes de télévision, et cette fois sans qu'il y ait besoin de les payer. Ici, on a parlé des 5 une fois à la télévision dans une émission « L'effet papillon », sous le titre : « Les espions qui venaient du chaud », et le présentateur commençait en disant avec « humour » qu'il ne s'agissait pas d'un Boy's Band... Le ton était donné. J'avais envoyé une lettre de protestation au responsable, d'autres personnes en ont fait autant: nous n'avons jamais eu de réponse.

En France, faire publier le moindre des communiqués sur un grand journal de l'hexagone est carrément mission impossible! Même contre finances, on n'obtient au mieux qu'une fin de non recevoir... Seules des manifestations de grande envergure comme celle qui a réuni au début de l'année des juristes européens connus dans les locaux du Sénat à Paris autour de Magali Llorca, députée de l'Assemblée Nationale de Cuba et mère de Fernando González, un des 5 de Miami, sont évoquées plus ou moins brièvement dans la presse. En fait, cette attitude est celle communément adoptée par l'ensemble des médias européens vis-à-vis de Cuba et de ces pays que G. W. Bush se permet de qualifier « d'états voyous » ou « d'axe du mal ». Comme quoi on voit mieux la paille dans l'œil du voisin que la poutre dans le sien! Seul le Monde Diplomatique d'Ignacio Ramonet fait exception à la règle. La presse emboîte prudemment le pas aux gouvernements en place en Europe qui, eux, s'alignent sans états d'âme sur les USA... Il faut dire que Robert Ménard, responsable depuis 1985 de l'organisation parisienne Reporters Sans Frontières (RSF) est viscéralement anti Cuba, ou, pour être plus exacte, anti Castro.

RSF prétend être une entité neutre et objective uniquement intéressée par la liberté de la presse et récuse « l'accusation d'acharnement contre Cuba ». Pourtant RSF, « Bob » Ménard en tête, est de tous les mauvais coups contre Cuba : manifestation agressive contre l'ambassade de Cuba, organisation de soirées avec la participation de dissidents cubains connus, campagnes médiatiques contre le tourisme à Cuba, etc., etc. Il serait naïf de croire que l'obsession cubaine de Ménard soit exclusivement d'ordre moral. Le responsable de RSF- qui a été décoré de la Légion d'Honneur - a fini par reconnaître qu'il percevait des subventions de la NED (National Endowment for Democracy), une organisation yanqui qui brasse des millions de dollars pour promouvoir la « démocratie » à Cuba. En avril dernier a éclaté un scandale à RSF à propos de fonds venus des Etats-Unis à travers le Cuban Freedom Center, suite à des révélations faites par l'ex-agent de la CIA Frank Calzon, ami personnel de Robert Ménard. Si vous voulez en savoir plus sur Ménard & C°, vous pouvez vous reporter au livre de Maxime Vivas, « La face cachée de Reporters sans frontières. De la CIA aux Faucons du Pentagone », éditions Aden. Curieusement, ce bouquin fort intéressant et documenté n'a pu bénéficier d'aucune promotion médiatique...

Est-ce une conséquence de ce scandale ou l'attitude ridiculement agressive de Ménard lors de l'ouverture des Jeux Olympiques qui a fini par lasser ses collègues ? En tous cas, Robert Ménard a été remercié par les membres de son association. Bob a tenté d'expliquer qu'il pensait depuis un certain temps à se retirer... On nous a dit qu'il n'aurait droit à aucun parachute doré. Mais on a appris depuis – merci, internet – que le Koweït s'était proposé pour assurer ses vieux jours.

## **12- *Quelle est l'attitude du gouvernement français vis-à-vis de Cuba ?***

### *12- Quelle est l'attitude du gouvernement français vis-à-vis de Cuba ?*

Pour ce que j'en sais, le gouvernement français ne se différencie guère de ses homologues européens.

Selon des diplomates cubains en poste en France, les relations entre Cuba et la France sont normales et basées sur un respect mutuel. La France fait partie des pays qui votent contre le maintien du blocus et qui est favorable à la normalisation des relations de l'Union Européenne avec Cuba, même s'il existe des différences de conception sur plusieurs points.

Au niveau européen, les relations avec Cuba étaient gelées depuis cinq ans, après que le gouvernement cubain ait en quelque sorte prié les donateurs de leçon de balayer devant leur porte, notamment en ce qui concerne les Droits de l'Homme. Rappelons qu'au printemps 2007 Cuba été élu membre du Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU par 135 voix pour, malgré les pressions du gouvernement des Etats-Unis... et de l'Union européenne. En novembre de la même année, l'Europe s'est ravisée et a voté un projet de résolution introduit par Cuba, au nom du Mouvement des Pays Non Alignés, portant sur l'accord de construction institutionnelle du Conseil des Droits de l'Homme. Un accord qui élimine définitivement le mandat que les Etats-Unis avaient imposé à l'ancienne

commission des Droits de l'homme à l'encontre de Cuba. Les sept votes contre sont ceux des USA, d'Israël, du Canada, de l'Australie, des îles Marshall, Palau et de la Micronésie. Des habitués!

Cette année 2008 marque un pas décisif dans la normalisation des relations entre Cuba et l'Union Européenne, puisque le 19 juin dernier les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont donné leur feu vert à la levée définitive de leurs sanctions contre le régime cubain pour – c'est l'explication officielle – « *encourager les premiers pas de Raul Castro sur le chemin de l'"après Fidel"* ». Si ça n'est pas de l'ingérence, ça y ressemble beaucoup! Mais bon. La décision n'a été prise qu'au terme de discussions serrées avec les Tchèques, qui soutenaient la position des USA, comme ils s'y étaient engagés auprès de G. Bush. "*Nous ne sommes pas favorables à ce que l'UE ou qui que ce soit d'autre allège ces sanctions à ce stade*", avait déclaré un porte-parole du département d'Etat américain, Tom Casey. L'UE a dû accepter de donner certaines garanties concernant les Droits de l'Homme. Le chef de la diplomatie tchèque Karel Schwarzenberg a expliqué: "Nous nous sommes mis d'accord pour continuer nos contacts avec l'opposition démocratique", afin de justifier son ralliement à la position commune. Cela n'a pas empêché l'une des « chefs de file » de la dissidence interne, Martha Beatriz Roque, de condamner cette décision, agitant le spectre d'une agressivité décuplée du gouvernement cubain à leur égard, après la décision européenne. La « Dame en blanc » est bien connue pour ses amitiés avec le gouvernement américain et les subsides qu'elle en reçoit. Il est vrai que lors de la dernière « manifestation » qu'elle a organisée à La Havane avec une grosse dizaine de sympathisants, la police locale l'a poliment et prestement ramenée à la maison en voiture ainsi que ses amis. Ce que m'ont raconté des amis cubains présents à l'évènement, c'est que cela a évité aux manifestants une confrontation musclée avec leurs concitoyens qui s'apprêtaient à leur répondre de façon moins civile. Cette dame devrait venir voir comment certains pays occidentaux répriment les manifestations anti-gouvernementales!

L'Espagne, qui en 2010 prendra la présidence de l'UE, a été le premier pays européen à avoir normalisé ses relations avec La Havane en 2007 et a fait pression pour la levée définitive des sanctions.

Malgré tout, le geste de supprimer ces sanctions est surtout symbolique, le blocus américain continuant de plus belle. Mais il marque la volonté des Européens d'engager un réel dialogue avec l'état cubain et c'est une brèche ouverte dans le blocus imposé depuis tant d'années par les Etats-Unis. En intervenant juste après la visite du président américain à la Vieille Europe, il est autant une claque pour le gouvernement américain qu'un geste vers l'île socialiste. Ce premier pas vient d'être suivi par d'autres: le 16 octobre 2008, Le ministre cubain des relations extérieures, Felipe Pérez Roque, a été reçu à Paris par ses homologues français, Bernard Kouchner, et tchèque, Karel Schwarzenberg, au nom de l'actuelle et de la prochaine présidence de l'Union européenne. C'était la première fois depuis 5 ans que Cuba et l'Union européenne discutaient au niveau ministériel. Louis Michel, Commissaire européen chargé du développement et de l'aide humanitaire, participait à la réunion et s'est rendu à La Havane dans la foulée. Le 23 octobre, il a signé, avec le ministère cubain des Affaires étrangères, une déclaration restaurant la coopération bilatérale. Monsieur Michel a déclaré qu'il est « satisfait du document » et a confirmé « l'intention de l'UE de renforcer ses liens avec Cuba » ainsi qu'une aide d'urgence d'un montant de 2 millions d'euros pour aider Cuba à se redresser des ouragans Gustav et Ike et une autre de 25 à 30 millions d'euros à Cuba l'année prochaine pour reconstruire des écoles et des maisons détruites.

Affaire à suivre !

***13- Il y a eu aussi cet été une autre tentative de coup d'Etat contre Hugo Chavez. Certains détails de l'opération rappellent l'opération Northwoods contre Cuba, consécutive à l'opération de la 'Baie des Cochons'. Peut-on croire que Bush a vraiment mangé de la vache folle et qu'il va, ne pouvant les avoir à l'usure, tenter des coups de force contre Cuba ou encore contre d'autres Etats-voyous ? Un nouveau président – ce dont je doute fort – à Washington aura-t-il une politique différente ?***

Je ne sais pas s'il s'agit d'un cas non-identifié de vache folle, et je m'en tiendrai à une respectueuse réserve concernant le Président des Etats-Unis... même si j'ai là-dessus une opinion personnelle bien arrêtée renforcée, hélas, par de nombreux faits.

Parlant du gouvernement Bush, un universitaire français, Salim Lamrani, a parlé de « L'obsession cubaine de la Maison-Blanche », la qualifiant de « psychopathologie bureaucratique ». L'expression me paraît décrire parfaitement la situation. Il s'agit de ce que pour un individu quelconque on qualifierait de « pathologie lourde ». On retrouve au fil du temps la répétition des mêmes schémas opératoires consistant à trouver un prétexte d'intervention – quitte à le fabriquer, si besoin est – pour régler le problème. Si la méthode directe et brutale ne peut être mise en œuvre, on va agir « sous couverture » par des moyens détournés, toujours les mêmes: l'argent, la manipulation, la corruption, la peur, le mensonge. Cela ne date pas d'hier.

L'opération Mangouste, comme l'opération Northwoods, en sont la preuve.

On en sait un peu plus sur ces affaires depuis que le Président Clinton a ordonné la déclassification de très nombreuses archives. Parmi les pièces les plus surprenantes se trouve l'unique copie du projet Northwoods. Ce

texte signé le 23 mars 1962 par le général Lemnitzer explique que l'opération Northwoods vise à convaincre la communauté internationale que Fidel Castro était irresponsable au point de représenter un danger pour la paix de l'Occident. Pour ce faire, il est prévu d'orchestrer puis d'imputer à Cuba de graves dommages subis par les États-Unis. Parmi les actions envisagées on préconise de faire attaquer la base américaine de Guantanamo par des mercenaires sous l'uniforme des forces de l'armée régulière cubaine, de faire sauter un navire américain dans les eaux territoriales cubaines, de mobiliser les États voisins de Cuba en leur faisant croire à une menace d'invasion. Une des provocations envisagées fait froid dans le dos! Le texte dit: « *Il est possible de créer un incident qui démontrera de manière convaincante qu'un avion cubain a attaqué et descendu un vol charter civil en route des États-Unis vers la Jamaïque, le Guatemala, Panama ou le Venezuela* ». Tous les détails ont été prévus: un groupe de passagers complices, qui pourrait être des étudiants par exemple, aurait pris un vol charter d'une compagnie détenue en sous-main par la CIA. Au large de la Floride, leur avion aurait croisé une réplique, en fait un avion apparemment identique, mais vide et transformé en drone. Les passagers complices seraient retournés sur une base de la CIA, tandis que le drone aurait continué en apparence leur trajet. L'appareil aurait émis des messages de détresse indiquant qu'il était attaqué par la chasse cubaine, et aurait explosé en vol. En conclusion, les « stratèges » américains estimaient que « *La réalisation de ces opérations implique nécessairement la mort de nombreux citoyens américains, civils et militaires. Mais c'est précisément leur coût humain qui en fait d'efficaces actions de manipulation* ».

Je ne crois pas nécessaire d'insister...

A la lumière de ces documents, que l'on peut aisément consulter sur Internet, on comprend mieux certains événements récents. Il suffit parfois simplement de remplacer « Cuba » par « Venezuela » pour que la trame se dessine plus nettement.

Que fera le futur président des USA? Et d'abord, qui sera-t-il?

Si John McCain est élu, aucune illusion à avoir. C'est la droite ligne du gouvernement actuel, conservateur, va-t-en-guerre et persuadé que les USA sont la priorité de Dieu. Et ce n'est pas sa colistière, Sarah Palin, qui fera évoluer les choses! Enfin, c'est mon point de vue.

A l'heure actuelle, Barack Obama semble favori. Sans rien vouloir retirer à son charisme personnel, il est bien possible que ceux qui actuellement se déclarent pour Obama le fassent essentiellement contre Bush et l'ensemble de son œuvre. Comme une très grande majorité d'Européens, lors d'un récent sondage, je voterais moi aussi Obama! Dans sa campagne, il envisage clairement de ne pas se lancer dans de nouvelles « guerres préventives » et d'établir des discussions sans préalables avec ceux que l'administration en place appelle les « états voyous » de « l'axe du mal ». C'est un point positif. Reste à voir, s'il est élu, si les actions du Président seront en phase avec les promesses du candidat.

En ce qui concerne Cuba et le blocus, il ne faut pas oublier que la loi Helms-Burton, en vigueur depuis 1996, a transformé en loi toutes les dispositions du blocus, ce qui a pour conséquence d'empêcher le président nord-américain, quel qu'il soit, d'en changer le moindre élément sans l'autorisation du Congrès!

***14- Quelle est aujourd'hui la force, quel est l'impact sur la politique états-unienne des lobbies, la Mafia, par exemple, qui jadis influencèrent la politique de Washington, qui sont à l'origine de l'assassinat de Kennedy à leurs yeux coupable d'avoir trahi leurs intérêts en donnant le feu rouge à Northwoods et en n'ayant pas soutenu l'affaire de la 'Baie des Cochons'. Ces lobbies sont-ils toujours aussi puissants et aussi actifs ?***

Pour répondre de façon claire et précise à cette question, il faudrait être à la fois membre de la CIA et de la Mafia, ce qui, pour les esprits irrespectueux, n'est pas incompatible. Je n'ai personnellement aucune de ces appartenances!

Cependant, ce n'est pas un secret que mafia et pouvoir ont souvent eu partie liée autrefois. Tout comme la mafia américaine – souvent issue de l'émigration italienne – et la mafia des extrémistes cubano-américains qui avaient fui Cuba à l'avènement de la Révolution. Je ne vous citerai pour preuve que l'exemple de James E. Files, qui purge actuellement une peine de 30 ans de prison aux USA pour le meurtre d'un policier. Mister Files a débuté sa carrière dans la pègre comme chauffeur de Charles Nicoletti, un des patrons de la mafia de Chicago. Files a reconnu en 1996 s'être trouvé sur Dealey Plaza à Dallas le 22 novembre 1963 et avoir tiré le coup de feu dans la tempe qui fut fatal à Kennedy. Interrogé en 1996, il a expliqué « *Nous travaillions [dans les années 60] exclusivement avec les Cubains... Nous leur fournissions des armes... des armes qui venaient en grande partie du gouvernement, de la CIA, qui étaient très mouillés là-dedans* ». Et d'ajouter: « *And at that time, David Atlee Phillips was my controller* » (à cette époque, DAP était mon contrôleur). David Atlee Phillips n'est pas n'importe qui. Décédé en 1988, l'homme avait intégré la CIA en 1950, devenant le responsable des opérations dans l'hémisphère sud, avec pour priorité l'Amérique Latine. On le retrouve dans tous les coups tordus qui ont impliqué la CIA, au

Guatemala, au Nicaragua, au Mexique et, bien sûr, contre Cuba. Il est un des responsables de l'opération de la Baie des Cochons en 1961, à laquelle a été associé Alpha 66, un groupe terroriste cubain exilé à Miami. La CIA et les exilés cubains mirent le cuisant échec du débarquement sur le compte de Kennedy qui, au dernier moment, avait refusé l'appui aérien nécessaire. Cela, ajouté à sa lutte déclarée contre la Mafia, faisait de l'ancien président l'ennemi n° 1 de la CIA, des extrémistes cubains et de la pègre américaine. Ce n'est pas un hasard si le nom d'Orlando Bosch apparaît dans le meurtre de Kennedy. Plusieurs photos semblent attester sa présence sur Dealey Plaza au moment de l'assassinat. Coïncidence? Laissons-lui le bénéfice du doute. Mais il n'y en a aucun, par contre, sur les liens qui unissaient Bosch, Alpha 66 et Philips. Bosch a été recruté, formé et entraîné par la CIA. Il est responsable de l'assassinat à Washington d'Orlando Letellier, un Chilien ex ministre de Salvador Allende, en 1976. La même année, il organise l'explosion en vol d'un avion de la Cubana de Aviación. Bilan : 73 morts, dont toute l'équipe junior d'escrime de Cuba, qui venait de rafler toutes les médailles d'or aux Jeux Panaméricains... Commentaire de Bosch: « *Tout ce qui contribue à la gloire de Castro doit être éliminé* ». Et d'ajouter au micro d'une chaîne américaine à qui il venait de faire ses confidences : « *Je n'ai pas de problèmes de conscience. Je dors comme un bébé* ». Celui qui est reconnu aux USA même comme « *one of the bloodiest CIA terrorists* » - un des terroristes les plus sanglants de la CIA - a été libéré après un temps symbolique de prison par Jeb Bush, gouverneur de Floride et frère du président bien connu, et coule des jours heureux à Miami.

Jeb Bush. Voilà qui nous relie directement au pouvoir en place et à l'extrême-droite de l'exil cubain.

Le lobby cubano-américain est une des forces extra-gouvernementales les plus puissantes du pays. Les Cubains représentent le troisième groupe hispanique des USA. Miami est la capitale cubaine des Etats-Unis avec une impressionnante concentration de population provenant de l'île des Caraïbes. C'est aussi la seconde ville cubaine en termes de population après La Havane. A Cuba, où l'humour aide à surmonter les difficultés, on raconte une blague dans laquelle Castro demande à Bush: « *Quand nous rendrez-vous Guantánamo?* » et Bush de répondre : « *Quand vous nous rendrez Miami* ». La communauté des exilés cubains de Miami est florissante. A ce jour, elle dirige 20 000 entreprises. Deux stations de télévision et dix stations de radio sont à ses ordres. Il y a dans ses rangs 1500 médecins, 700 avocats, 400 vice-présidents de banque. De plus, en 2003, le président de la première banque de Floride, le propriétaire de la principale société immobilière, la moitié des 27 membres de la Chambre de l'Etat de Floride, et 2 des 6 membres du Congrès pour la Floride sont des Cubano-Américains. Je cite là des chiffres avancés par Salim Lamrani, après des études en profondeur des relations Cuba-USA, qu'il a publiées dans divers ouvrages.

Le succès de cette communauté s'explique facilement. Ceux qui ont quitté Cuba en 1959 et dans les années qui ont suivi la Révolution socialiste de Castro formaient l'élite de la société cubaine: financiers, avocats, médecins, grands propriétaires terriens... Il faut se rappeler qu'ils sont partis avec toutes les liquidités de leur patrie, ce qui représentait une somme énorme. Pour redémarrer une vie nouvelle, ça facilite les choses. Il est frappant de constater que cette communauté est le portrait fidèle de celle qui dominait l'île à l'époque de Batista. Les premiers Cubains à bénéficier de l'asile politique de la part de l'administration Eisenhower dès les premiers jours de 1959, furent des membres -environ 500 - de l'élite politique du gouvernement de Batista. Il y a eu peu de gens de couleur dans cette première immigration, celle qu'on qualifie de « *politique* », les noirs et les métis cubains préférant vivre sous le régime socialiste cubain que dans la démocratie américaine...

L'argent et le pouvoir font souvent bon ménage. Ça n'est pas moral, mais c'est comme ça. Les exilés et le gouvernement américain avaient en commun la haine du communisme et le désir de balayer la Révolution cubaine. Pour le gouvernement US, il s'agissait de « *démontrer la supériorité du système capitaliste sur la bureaucratie communiste* ». Pour les exilés, il s'agissait de retrouver leur vie et leurs prérogatives d'antan. Une des figures de cet exil cubain est Jorge Mas Canosa. Président de la Cuban American National Foundation, la FNCA en espagnol, il a été jusqu'à sa mort en novembre 1997 le plus farouche opposant à Fidel Castro. Ancien membre de la brigade mercenaire 2506, il fut un instrument de la CIA et reçut un entraînement militaire à Fort Benning avec le terroriste Luis Posada Carriles - un ami d'Orlando Bosch - dont il était un intime. Devenu millionnaire, il a pratiqué un infatigable lobbying auprès de la Maison Blanche pour empêcher tout rapprochement avec Cuba. Son influence sur la politique cubaine des Etats-Unis a été considérable. On a calculé qu'il a fait don au total de 364 670 dollars, majoritairement aux Républicains. Un diplomate déclarait: "*Changer [la politique actuelle] revient à affronter Mas Canosa et aucun président ne s'y risque car sa machine est trop puissante*". La FNCA investit dans la vie politique américaine en finançant les élections. George H. Bush est le candidat à la présidence qui a reçu le plus gros financement de la part du lobby cubain avec 165 225 dollars, le suivant étant son fils George W. Bush avec 114 550 dollars. George W. Bush, qui est le seul président de l'histoire étasunienne à avoir été élu alors qu'il disposait d'un nombre de voix inférieur à son concurrent, doit ce privilège en partie au lobby cubain de Floride qui a empêché le décompte des voix. Quant à son frère, Jeb Bush, il doit son poste de gouverneur de Floride à l'appui

de l'extrême droite cubaine. De 1979 à 2000, la Fondation a fourni une participation financière de près de 9 millions de dollars au niveau fédéral de Floride, et pas seulement pour les Républicains. Le groupe de pression cubano-américain dépasse largement tous les autres groupes ethniques en termes de participation financière à l'élection des membres du Congrès et des candidats présidentiels. C'est également le groupe le mieux représenté dans les différentes instances politiques.

L'une des figures politiques des Cubano-Américains est Ileana Ros-Lethinen. Membre républicain du Congrès, sénateur, membre de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, membre du Comité des Affaires Etrangères du gouvernement, elle est pour la peine de mort et contre l'avortement. En tant que vice-présidente du sous-comité pour l'Hémisphère Occidental et présidente du sous-comité pour les Opérations Internationales et les Droits de l'Homme, elle est associée à un important secteur de la politique étrangère des Etats-Unis où elle prône inlassablement une politique de durcissement à l'égard de Cuba. Son directeur de campagne, depuis monté en grade, n'était autre que Jeb Bush et le président George H. Bush n'avait pas hésité autrefois à se rendre spécialement à Miami pour lui apporter son soutien. Elle est intimement liée à la FNCA qui lui a versé pour ses campagnes, rien que jusqu'en 1990, la bagatelle de 289 000 dollars.

Lincoln Diaz-Balart profite lui aussi des largesses de la communauté cubaine avec 204 000 dollars. Ce Républicain est sénateur de Floride, membre de la Chambre des Représentants des Etats-Unis et membre du Comité des Affaires Etrangères de la Chambre et président du sous-comité pour les Amériques de la Chambre des Représentants. En 1994, Lincoln Diaz-Balart devint le premier hispanique à être élu au Rules Committee, entité composée de neuf membres qui décide quelle législation peut dépendre de la Chambre des Représentants et quels amendements peuvent y être débattus, et dont il est devenu vice-président. Ce qui signifie qu'un éventuel amendement portant sur les sanctions économiques à l'encontre de Cuba passera forcément par cet organisme. Il s'est toujours fermement opposé à toute rationalisation des relations entre Washington et La Havane, déclarant pendant le mandat de Bill Clinton que la décision de lever le blocus n'était « *pas entre les mains de Clinton* » mais du lobby cubain. Son rejet de la Révolution cubaine n'a d'égal que sa haine de Castro. Une haine héritée de sa tante, Mirta Ros Lethinen, qui fut la première épouse de Fidel... Les histoires de famille engendrent des haines inextinguibles!

Les relations entre le pouvoir américain – et plus particulièrement la famille Bush – et l'exil cubain est un éternel échange de « bons » procédés. Pour ne citer qu'un exemple, en septembre 2002, Jeb Bush nommait Raul Cantero, un Cubano-Américain, à la tête de la Cour Suprême de Floride. Raul Cantero a été l'avocat d'Orlando Bosch, et a fait l'apologie de toutes les actions terroristes menées contre Cuba, les légitimant au nom de la lutte contre Castro. Ce nouveau juge à la tête de la plus haute instance juridique de Floride, dont une grande partie de la presse de Floride a contesté la nomination, n'est autre que le petit-fils de...Batista!

Cependant, la réalité est en train de changer. Un demi-siècle a passé. Tous ces membres de la FNCA, sans compter ceux des organisations terroristes comme Alpha 66, Hermanos al Rescate, Omega 6, etc., sont des Cubains directement issus de l'émigration politique qui a suivi l'avènement de la Révolution. Aujourd'hui, les immigrants cubains, même s'ils restent prudents dans l'expression de leurs convictions politiques, nécessité fait loi, sont essentiellement des émigrants économiques. Pour la plupart des Cubains vivant aux Etats-Unis, la préoccupation principale est le bien-être économique de leurs familles restées dans l'île. L'aggravation du blocus qui limite leurs visites à Cuba à un séjour tous les trois ans au lieu d'un par an et réduit les envois de billets verts à 300 dollars par trimestre au lieu de 300 par mois, est loin de leur convenir. Au point que Omar Lopez Montenegro, responsable de la section des Droits de l'Homme à la FNCA explique : « *Les gens, et particulièrement la jeune génération des Américano-Cubains, sont fatigués d'entendre toujours la même rhétorique sur l'embargo, l'isolement forcé de Cuba, la prochaine asphyxie du régime castriste; tout le monde sait que la seule chance d'en finir avec le régime est un mouvement du type de celui du syndicat Solidarnosc dans la Pologne des années 1980* ». On a vu l'impensable: des manifestations à Miami de Cubano-Américains réclamant la levée du blocus! Et pour la première fois de leur carrière, Lincoln Diaz-Balart et son frère Mario ne sont pas sûrs d'être réélus dans leurs circonscriptions du sud de la Floride, où les citoyens d'origine cubaine forment pourtant plus de 50 % de l'électorat inscrit.

Quant à la grande majorité des Cubains de Floride, elle a choisi Obama parce qu'il s'est engagé à entamer des discussions sans préalables avec la grande île des Caraïbes, au grand désespoir de son rival. Quand on sait que la Floride avec 25 grands électeurs, vient au quatrième rang des états pour l'élection du président des Etats-Unis, on peut comprendre!

**15- Peux-tu, chère Annie, nous donner quelque raison d'être optimistes ? Que ce soit au niveau de Cuba et de l'exemple qu'il donne aux peuples ou à celui de la Kubako Etxea qui est vraiment un des endroits les plus attractifs de Bayonne ?**

Je crois que cette quinzième et dernière question est la plus délicate de toutes!

A première vue, il y a peu de raisons d'être optimistes. La crise financière qui bat son plein, les scandales en tous genres qui font la une des journaux, la politique du « moi d'abord, les autres après s'il reste quelque chose », les photos d'enfants tués par des tirs « malencontreux » ou mourant de faim, les arrestations arbitraires de ceux qui ne sont pas « politiquement corrects » ou qui ont le malheur de ne pas être du bon côté de la barrière, ça nous plombe l'horizon.

Ce qui me rend un coin de ciel bleu, c'est de voir que, malgré tout, il y a à Cuba et ailleurs des hommes qui résistent, et parmi eux, des jeunes. Je crois que nous nous devons d'être à leurs côtés pour préparer l'avenir que nous leur laisserons en héritage, car le futur se construit sur le présent. « *Le plus beau signe qui définit un révolutionnaire, disait Che Guevara, c'est de se sentir indignés par n'importe quelle injustice commise contre n'importe quel être humain dans n'importe quelle partie du monde* ». Aussi longtemps que des hommes seront capables de ressentir cela, il y aura des raisons d'être optimistes.

C'est une rude bataille à livrer, mais nous la livrerons. Nous sommes nombreux, plus que nous ne le croyons, à vouloir un monde meilleur! Les Cubains nous ont montré la voix. José Martí, l'apôtre de la Révolution, a écrit : « *Le monde est fort et beau grâce aux amis* », et ce n'est pas qu'une métaphore de poète. En tout cas, c'est ce que nous pensons à Kubako Etxea.

Pour conclure, je peux vous donner au moins une raison de ne pas céder au pessimisme ambiant: « *Si lloras por haber perdido el Sol, las lágrimas no te dejarán ver las estrellas* » (si tu pleures parce que tu as perdu le Soleil, les larmes t'empêcheront de voir les étoiles).

Je ne sais plus qui a dit cela, mais il avait raison.